

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Supplément d'information sur les activités liées aux obligations sécurisées

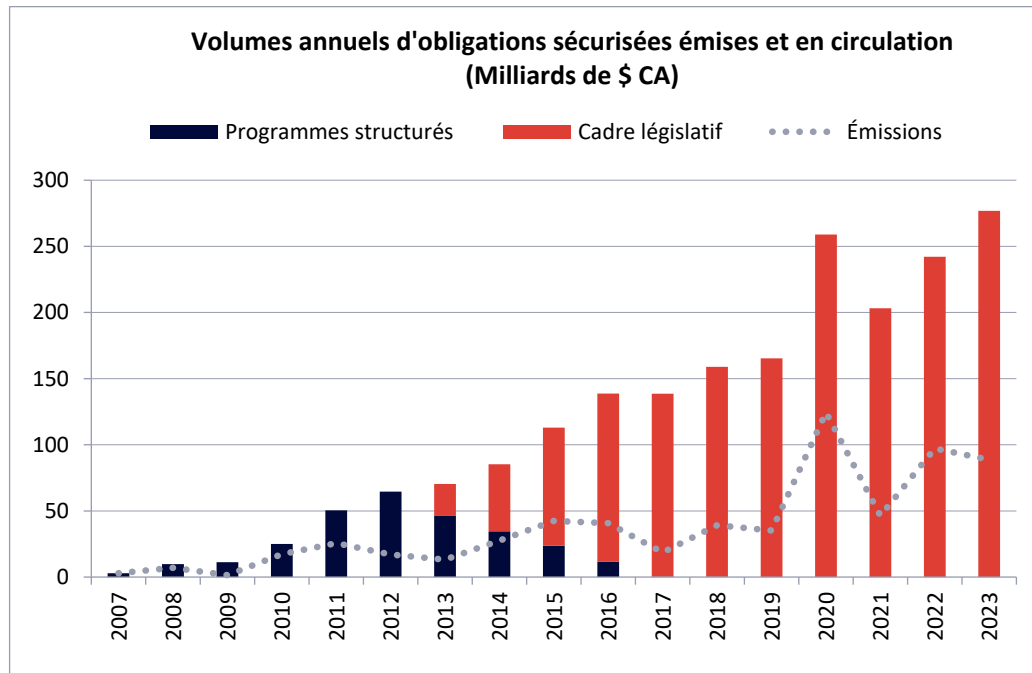
QUATRIÈME TRIMESTRE
31 décembre 2023

Le Supplément d'information sur les activités liées aux obligations sécurisées est fondé sur des informations d'ordre public et fournit un aperçu des activités des institutions financières canadiennes en ce qui a trait aux obligations sécurisées. Pour obtenir des précisions sur les exigences et politiques relatives aux programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées, veuillez consulter le Guide des programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées (<https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/finance-and-investing/canadian-registered-covered-bonds/canadian-registered-covered-bond-programs-guide>).

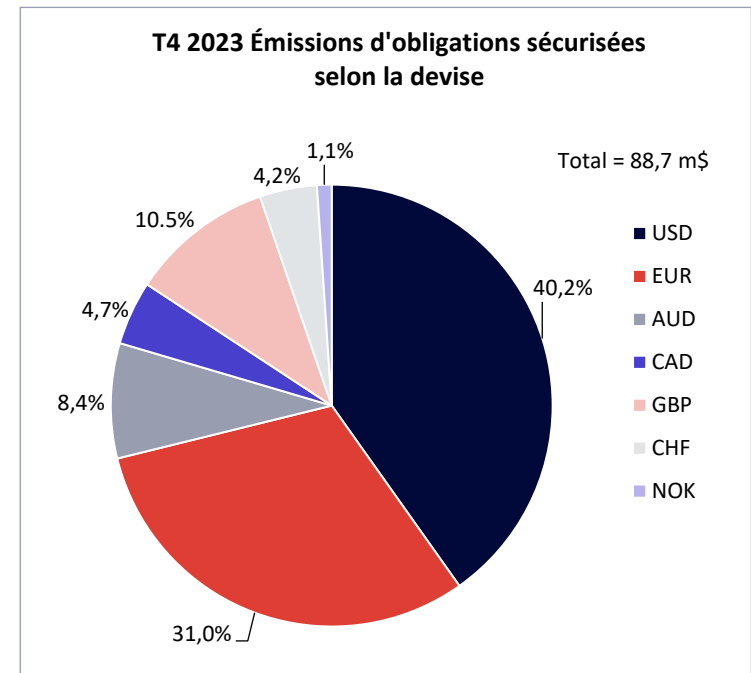
VOLUMES ANNUELS D'OBLIGATIONS SÉCURISÉES CANADIENNES ÉMISES ET EN CIRCULATION

Les modifications apportées en 2012 à la Loi nationale sur l'habitation établissaient un cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées au Canada. Cette loi confère à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) le mandat de tenir un registre des émetteurs et des programmes d'obligations sécurisées et la SCHL est l'administrateur du cadre législatif des programmes d'obligations sécurisées. Avant 2012, les obligations sécurisées émises par les institutions financières canadiennes étaient émises en vertu de programmes structurés qui n'accordaient aucune protection législative aux investisseurs. Le gouvernement et la SCHL ne garantissent ni ne cautionnent les obligations sécurisées émises, et les biens donnés en garantie des obligations sécurisées doivent être composés de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés visant des propriétés de 1 à 4 logements.

Le montant des obligations sécurisées en circulation émises par des institutions financières canadiennes a augmenté graduellement depuis 2007. Au mois de décembre 2023, le montant des obligations sécurisées en circulation émises en vertu du cadre législatif s'élevait 276,8 milliards de dollars et les émissions pour 2023 se chiffraient à \$88,7 milliards de dollars.



Source : sites Web d'émetteurs inscrits



Source : sites Web d'émetteurs inscrits

CAPACITÉ D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS SÉCURISÉES

Les neuf grandes banques canadiennes (Banque de Montréal, Banque Laurentienne, Banque de Nouvelle-Ecosse, Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque HSBC Canada, Banque Nationale du Canada, Banque Royale du Canada, Banque Toronto-Dominion, Banque Équitable) et Fédération des caisses Desjardins du Québec disposent de programmes inscrits d'obligations sécurisées.

Mai 2019 : En vertu des exigences réglementaires fédérales et provinciales, le montant des actifs mis en gage pour des obligations sécurisées par une institution ne peut pas dépasser 5,5 % de l'actif total, de la manière dont il est établi et calculé par les organismes de réglementation (le Bureau du surintendant des institutions financières [BSIF] et l'Autorité des marchés financiers [AMF]).

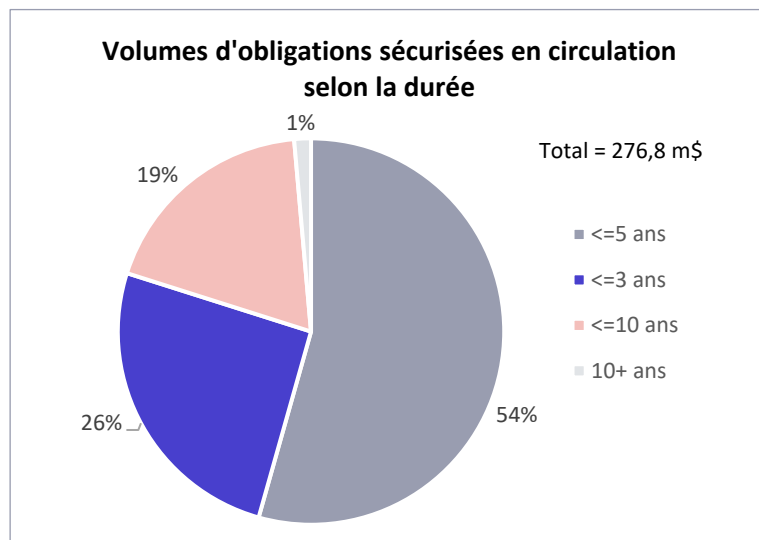
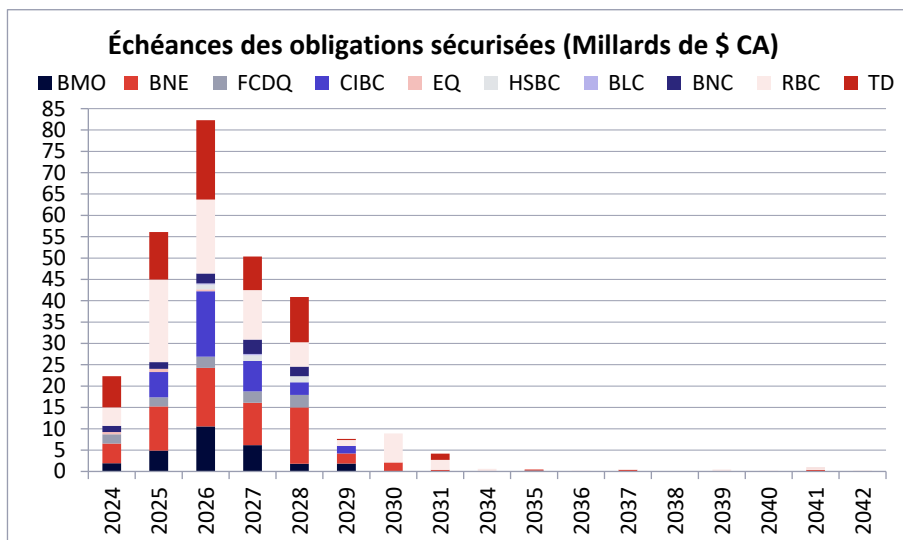
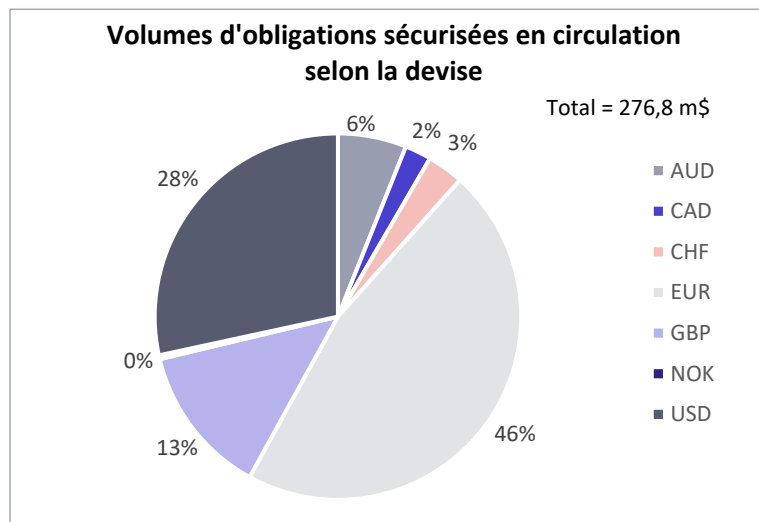
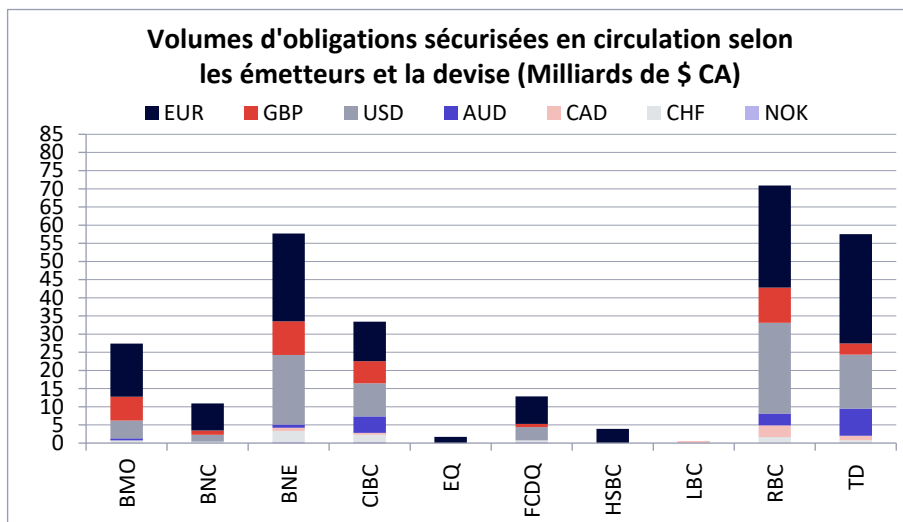
Mars 2020 : Les organismes de réglementation ont temporairement augmenté la limite des actifs totaux ayant été nantis pour les obligations sécurisées, qui, en passant de 5,5 % des actifs d'une institution de dépôt à 10 %, a accru la capacité d'émission. Cette capacité d'émission supplémentaire de 4,5 % ne peut être utilisée que pour permettre aux émetteurs de donner des obligations sécurisées en garantie à la Banque du Canada. En mars 2020, la Banque du Canada a annoncé que les obligations sécurisées en nom propre seraient acceptées pour les opérations de prise en pension à plus d'un jour. Le montant maximal des actifs du bloc relatifs aux instruments du marché est demeuré limité à 5,5 % de l'actif figurant au bilan de l'émetteur. En octobre 2020, la Banque du Canada a annoncé que les obligations sécurisées en nom propre ne seront plus acceptées pour les opérations de prise en pension à plus d'un jour. En avril 2021, les organismes de réglementation ont annoncé la fin de la limite temporaire de 10 % des obligations sécurisées, ce qui a ramené la limite à 5,5 % de l'actif au bilan de l'émetteur.

Les ratios des obligations sécurisées se situaient entre 1,38 % et 4,35 %, et le plafond réglementaire combiné des obligations sécurisées s'élevait à 478,6 milliards de dollars en décembre 2023. À l'heure actuelle, tous les émetteurs sont en mesure d'émettre d'autres obligations sécurisées. Les rachats futurs d'obligations sécurisées permettront également l'émission d'obligations supplémentaires.

Montants au 31 décembre 2023	BLC	BNC	BMO	BNE	CIBC	EQ	FCDQ	HSBC	RBC	TD	TOTAL
Total des obligations sécurisées en circulation (équivalent en \$CA)	0,5	10,9	27,3	57,6	33,4	1,6	12,8	3,9	70,8	57,5	276,8
Limite réglementaire totale d'émissions des obligations sécurisées	2,6	23,2	71,1	77,5	53,6	2,9	22,7	6,7	110,2	107,6	478,6
Actifs pouvant être nantis	2,0	11,3	41,8	16,1	17,7	1,0	9,3	2,4	33,9	47,0	183,0
Total des actifs nantis en pourcentage (%) de la limite réglementaire	25,1%	51,1%	41,2	79,1%	66,9%	64,0%	59,0%	64,2%	69,2%	56,2%	
Les ratios des obligations sécurisées (%)	1,38%	2,81%	2,27%	4,35%	3,68%	3,52%	3,24%	3,53%	3,80%	3,09%	

LES DEVISES, LES DUREÉS ET LES ÉCHÉANCES DES OBLIGATIONS SÉCURISÉES

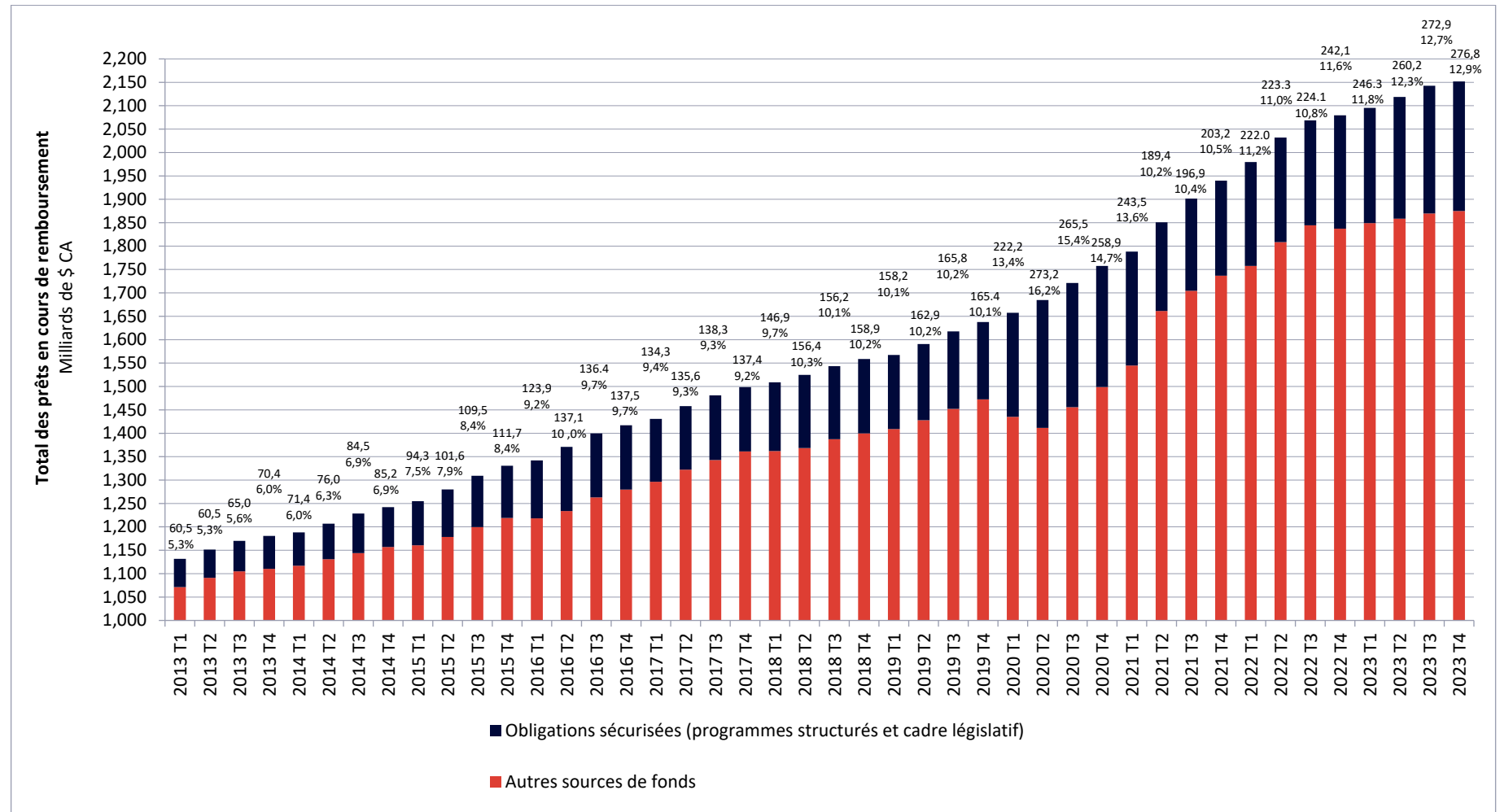
Les obligations sécurisées sont émises dans sept devises différentes et la durée des obligations varie entre un et vingt ans. La devise EUR représente 46% des émissions tandis que la devise CAD représente 2%. En 2023, les premières obligations sécurisées en devise NOK ont été émises par la BNE, CIBC, et la FDCQ.



Source : sites Web d'émetteurs inscrits

OBLIGATIONS SÉCURISÉES COMME SOURCE DE FONDS

Les prêteurs canadiens augmentent continuellement leur recours aux obligations sécurisées comme source de fonds. Le financement par obligations sécurisées en pourcentage du marché hypothécaire total est passé de 5 % en 2013 à presque 10 % en 2016. En décembre 2023, la part du marché hypothécaire que représente le financement par obligations sécurisées a établi à 12,9 %.



Source : sites Web Statistique Canada, sites Web d'émetteurs inscrits

PRODUITS ET CHARGES D'ADMINISTRATION DU CADRE JURIDIQUE DES OBLIGATIONS SÉCURISÉES

En vertu de la LNH, les droits perçus pour l'inscription des émetteurs et des programmes d'obligations sécurisées moins les charges connexes doivent couvrir les charges engagées par la SCHL pour s'acquitter de ses tâches relativement à l'administration du cadre juridique des obligations sécurisées.

Depuis la mise en place du cadre, le barème des droits prévoit un droit de demande de 350 000 \$ et un droit annuel de 350 000 \$ par la suite. En 2024, les droits annuels par émetteur et les droits d'inscription pour les nouveaux émetteurs demeurent inchangés à 175 000 \$ et 100 000 \$ respectivement. La SCHL continuera à surveiller les droits et les charges connexes pour continuer d'administrer le cadre juridique des obligations sécurisées selon le principe du recouvrement des coûts.

	Droit de demande	Droits annuels
2023	100 000	175 000
2022	100 000	175 000
2021	100 000	175 000
2020	100 000	125 000
2019	100 000	125 000
2018	350 000	175 000
2017	350 000	225 000
2016	350 000	250 000
2013 – 2015	350 000	350 000

	Cumul (2012 – 2022)	2023
Droits acquis	20 625 000	1 750 000
Charges		
Internes	14 377 600	1 495 712
Externes	5 539 469	3 917
Total des charges*	19 917 070	1 499 629

*les charges sont estimées